

# Point de Presse du Conseil d'Etat

---

22 septembre 2010

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, président du Conseil d'Etat

M. Charles Beer, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

---



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Solidarité internationale : soutien aux jeunes qui défendent les droits humains .....	4
Genève-Confédération .....	5
Félicitations adressées aux deux nouveaux conseillers fédéraux élus .....	5
Oui à la modification de l'ordonnance sur les jeux de hasard et les maisons de jeu .....	5
Genève .....	6
Condoléances suite au décès de Monseigneur Bernard Genoud .....	6
Remise d'un acte de bravoure .....	6
Retour à quatre jours et demi d'école obligatoire pour les élèves de 8 à 11 ans .....	6
Extension du plan de mobilité de l'administration cantonale .....	7
Pont-retraite en faveur des fonctionnaires de police et des gardiens de prison.....	7
Rapport sur la coopération administrative dans la lutte contre la traite d'êtres humains .....	8
Construction de dix nouveaux logements à Collonge-Bellerive.....	9
Les magistrats communaux pour la législature 2011-2015 prêteront serment le 31 mai 2011 .....	9
Agenda des invitations à la presse .....	10

# Genève internationale

---

## **Solidarité internationale : soutien aux jeunes qui défendent les droits humains**

Le gouvernement a octroyé un montant total de 335'000 francs sur trois ans (2010-2012) au [Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme \(CODAP\)](#) pour financer un projet d'autonomisation et de protection des jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains.

Ce programme permettra à ces derniers de renforcer leurs compétences, grâce à la mise en place de diverses formations nationales et d'une Université d'été des droits humains pour l'Afrique, qui se tiendra à Ouagadougou (Burkina Faso).

Ce projet vise également à développer une structure intégrée au réseau international de protection des défenseurs et des défenseuses des droits humains. Dénommée « Lifeline », cette structure aura pour mission de soutenir ces personnes, en situation de danger dans leur pays. Enfin, il favorisera aussi la participation des jeunes défenseurs et défenseuses aux instances internationales basées à Genève.

*Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

# Genève-Confédération

---

## Félicitations adressées aux deux nouveaux conseillers fédéraux élus

Le Conseil d'Etat a adressé ses félicitations à Mme **Simonetta Sommaruga** et M. **Johann Schneider-Ammann**, suite à leur élection à la fonction de conseillers fédéraux. Il leur a également fait part de tous ses vœux de réussite dans cette importante fonction.

Compte tenu des enjeux qui attendent la Suisse dans un monde où les problèmes nécessitent une approche globale, les défis à relever sont de taille. Le gouvernement genevois entend à cet égard les assurer de son soutien dans le cadre de leur nouvelle mission et souhaite que les bonnes relations qui ont toujours existé entre la Confédération et les autorités genevoises perdurent.

Mme Sommaruga et M. Schneider-Ammann succèdent respectivement à MM. Moritz Leuenberger et Hans-Rudolf Merz.

Le Conseil d'Etat a également adressé ses félicitations à Mme Micheline Calmy-Rey pour son accession à la vice-présidence du Conseil fédéral.

---

## Oui à la modification de l'ordonnance sur les jeux de hasard et les maisons de jeu

Le Conseil d'Etat approuve globalement le [projet de modification](#) de l'[ordonnance sur les jeux de hasard et les maisons de jeu \(OLMJ\)](#), soumis à une procédure d'audition par le Département fédéral de justice et police.

Cette modification prévoit d'augmenter le nombre maximal d'appareils à sous autorisés dans les maisons de jeu de type B (de moindre importance) de 150 à 250, d'accroître le montant maximal du jackpot de 100'000 francs à 200'000 francs, et d'abroger la limitation à un seul système de jackpot.

Le projet prévoit également la création d'une base légale ordonnant aux maisons de jeu l'emploi de dispositifs techniques pour surveiller les jeux de table afin d'améliorer la sécurité et la transparence de l'exploitation des jeux.

Le Conseil d'Etat salue également la mise en place des nouvelles dispositions relatives à la garantie de la bonne réputation et d'une activité commerciale irréprochable de la maison de jeu et des personnes liées, avec le renforcement de leur contrôle ainsi que celui des formalités à respecter.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES,  
☎ 022 388 39 26.*

---

## Condoléances suite au décès de Monseigneur Bernard Genoud

Le Conseil d'Etat a fait part de ses condoléances à Mgr Pierre Farine, évêque auxiliaire de Genève, suite au décès survenu hier soir de Mgr Bernard Genoud, évêque du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, et a exprimé sa profonde sympathie à l'ensemble de ses membres.

Outre son rôle déterminant au sein de l'évêché depuis sa nomination en mars 1999, Mgr Genoud était un homme engagé pour de nombreuses causes et aux qualités humaines multiples et reconnues.

---

## Remise d'un acte de bravoure

Le Conseil d'Etat a décerné une récompense pour acte de bravoure à M. **Neil Hitchinson** qui, en date du 23 juin 2010, a plongé dans le Rhône pour tenter de secourir l'un des trois ouvriers tombés à l'eau aux abords du pont de l'Ile.

M. Hitchinson a fait montre d'un grand courage. Il a plongé au péril de sa vie, le courant étant très fort et l'eau suffisamment profonde pour se noyer. Arrivé jusqu'au barrage du Seujet, il a réussi à remonter indemne sur le quai, grâce à un policier qui lui a lancé une corde.

---

## Retour à quatre jours et demi d'école obligatoire pour les élèves de 8 à 11 ans

Le conseil d'Etat a adopté deux projets de loi majeurs, distincts mais dépendants l'un de l'autre, visant à modifier la [loi sur l'instruction publique \(LIP\)](#).

Le premier projet de loi a pour but de rendre la LIP conforme aux deux accords intercantonaux portant sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire auxquels le canton de Genève a adhéré en février 2009. Il introduit les références découlant des « finalités » et de la « politique d'enseignement des langues » décrites dans l'accord HarmoS, qui prévoit notamment l'introduction de l'anglais dès la 5<sup>e</sup> primaire. Ainsi, la LIP fera désormais référence au plan d'études romand (PER) et aux moyens d'enseignement communs aux cantons de l'espace francophone. Les autres principales modifications portent sur l'âge d'entrée dans la scolarité obligatoire – 4 ans révolus au 31 juillet – et les structures de bases – onze années de scolarité obligatoire divisées en cycle primaire 1 (élémentaire), cycle primaire 2 (moyen) et cycle d'orientation.

Le second projet de loi vise à modifier l'horaire scolaire des élèves de l'école primaire genevoise en déléguant au Grand Conseil la compétence d'en fixer le principe général. Le Conseil d'Etat préconise le retour à une répartition dans la semaine des périodes d'enseignement sur quatre jours et demi, avec le mercredi matin.

Le projet, présenté au Grand Conseil suite à de larges consultations, introduit le mercredi matin facultatif au premier cycle primaire (élèves de 4 à 7 ans) et le mercredi matin obligatoire pour le deuxième cycle primaire (élèves de 8 à 11 ans) dès 2013. Comme la répartition actuelle du temps d'enseignement sur quatre jours dans la semaine et 151 jours dans l'année n'est pas adaptée, la position du Conseil d'Etat privilégie la qualité des conditions d'apprentissage et répond concrètement aux exigences fixées dans le plan d'études romand et la politique d'enseignement des langues et contribue à l'amélioration de la qualité de la formation et à la promotion de l'égalité des chances.

*Pour toute information complémentaire : M. Serge Baehler, secrétaire adjoint, ☎ 022 546 69 17, ou Mme May Piaget, secrétaire adjointe, unité communication, DIP, ☎ 022 546 69 18.*

---

### **Extension du plan de mobilité de l'administration cantonale**

Le Conseil d'Etat a pris acte du rapport final de l'expérience pilote de plan de mobilité de l'administration cantonale (PMAC) qui s'est déroulée sur le site de David-Dufour de juillet 2009 à avril 2010 (voir [point de presse du 24 juillet 2009](#)).

Durant les dix mois d'expérience à David-Dufour, les collaboratrices et collaborateurs de quatre départements (DIM, DCTI, DIP, DSPE) ont eu à disposition une palette de prestations de mobilité allant de la carte de bus à la voiture Mobility en passant par le vélo et le vélo électrique. Selon une enquête réalisée en mars 2010, les prestations offertes ont été utilisées par 62% des 483 personnes travaillant sur le site de David-Dufour. Les vélos électriques de service ont été utilisés par 95 personnes totalisant 425 sorties, les vélos traditionnels par 80 personnes pour 422 sorties et les véhicules Mobility par 67 personnes pour un total de 18'000 km parcourus.

Les résultats positifs de l'expérience pilote ont convaincu le Conseil d'Etat d'étendre par étapes et de manière coordonnée le PMAC à l'administration du petit Etat. Outre le site de David-Dufour qui sera définitivement doté des prestations complètes du PMAC (voitures, vélos, vélos électriques, mais aussi garage à motos, douches et vestiaires), les sites de la Vieille-Ville, de la rue du Stand/Gazomètres et le site d'Aire (direction générale de l'eau) ont été choisis pour un nouveau développement qui débutera en 2011.

Le développement du PMAC s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda 21 du canton par la création de nouvelles conditions-cadres destinées à rationaliser les déplacements professionnels des employés et employées de l'Etat et à en améliorer le confort. Un transfert modal propre à contribuer à la diminution des nuisances liées au trafic, entamé en 2007 avec l'instauration d'une participation de 200 francs de l'employeur à l'abonnement annuel Unireso des employés et employées de l'Etat, est en cours.

*Pour toute information complémentaire : M. Patrick Herzig, chef de projet, cellule PMAC, DIM, ☎ 022 327 91 27 ou 079 540 25 30.*

---

### **Pont-retraite en faveur des fonctionnaires de police et des gardiens de prison**

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi concernant la prévoyance professionnelle des fonctionnaires de police et des gardiens de prison. Le droit fédéral interdisant désormais de prévoir un âge de retraite ordinaire inférieur à 58 ans, ce projet institue un « pont » qui permettra une élévation progressive de l'âge de la retraite de 52 à 58 ans pour ces catégories de personnel.

Le projet de loi prévoit une période de transition durant laquelle fonctionnaires de police et gardiens de prison conserveront la possibilité de cesser de travailler avant l'âge de 58 ans. Le pont-retraite leur permettra de bénéficier d'une rente égale à celle de leur caisse de pension.

Dans un premier temps, les fonctionnaires de police et les gardiens de prison qui auront 52 ans entre 2011 et 2016 auront le droit de prendre leur retraite à cet âge s'ils ont cotisé pendant trente ans. Puis, dès 2017, l'âge de la retraite sera progressivement relevé d'une année tous les deux ans. Ainsi, en 2023, un cotisant pourra cesser son activité à 56 ans, avec un pont-retraite qui lui assurera jusqu'à l'âge de 58 ans des prestations similaires à celles de la Caisse de prévoyance des fonctionnaires de la police et de la prison (CP). Le Conseil d'Etat manifeste par le délai de transition sa volonté d'opérer de façon harmonieuse l'application des règles voulues par la Confédération.

L'élévation de l'âge de la retraite libère des capitaux qui permettront de réduire temporairement la participation de l'Etat au financement structurel de la CP. Les montants ainsi épargnés serviront à financer le pont-retraite. Selon les calculs effectués par la CP, un financement complémentaire du pont-retraite de 30 millions de francs est toutefois nécessaire. Il a déjà été provisionné dans le compte d'Etat 2009. Cette provision est intégrée dans le budget 2011 et la planification financière des années suivantes.

*Pour toute information complémentaire : M. Hugues Bouchardy, secrétaire général adjoint, DF,  
☎ 022 327 98 13.*

---

## **Rapport sur la coopération administrative dans la lutte contre la traite d'êtres humains**

Le Conseil d'Etat a adopté un rapport sur le mécanisme de coopération administrative de lutte contre la traite d'êtres humains. Ce rapport rend compte des travaux du groupe formalisé à cet effet par le Conseil d'Etat en date du 8 avril 2009 (voir [point de presse](#)).

Sous la présidence de la directrice générale de l'office des droits humains, le groupe susmentionné a conduit ses travaux de septembre 2009 à fin février 2010 avec les trois objectifs suivants :

- prévenir la problématique par le développement de l'accès aux informations, par la sensibilisation et la formation ;
- orienter et protéger les victimes ;
- repérer les réseaux et punir les auteurs de traite d'êtres humains.

Le mécanisme retenu par le Conseil d'Etat implique une collaboration effective de la police, du Pouvoir judiciaire, de l'office cantonal de la population, mais également des hôpitaux universitaires et de tous les lieux ou personnes susceptibles d'être abordés par une victime potentielle de la traite d'êtres humains.

L'accompagnement des victimes est effectué par un « duo » composé du [Centre de consultation pour victimes d'infractions LAVI](#) et de la [fondation Au cœur des Grottes](#).

La traite d'êtres humains est un fléau mondial et notre pays n'est malheureusement pas épargné. On parle de traite d'êtres humains dans les cas de prostitution contrainte, de travail forcé non rémunéré ou trop faiblement rémunéré et dans le cadre de trafic d'organes.

Par l'instauration de ce mécanisme, le Conseil d'Etat fait part de sa détermination à lutter de façon coordonnée contre cet esclavage moderne que constitue la traite d'êtres humains.

Cette procédure de coordination fera l'objet d'une évaluation qui sera soumise au Conseil d'Etat tous les deux ans.

*Pour toute information complémentaire : Mme Fabienne Bugnon, directrice générale de l'office des droits humains, DARES, ☎ 022 327 92 71.*



---

## Construction de dix nouveaux logements à Collonge-Bellerive



Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté permettant de délivrer une autorisation de construire portant sur la réalisation d'un immeuble de logements situé route de Thonon 68 à Vérenaz, sur la commune de Collonge-Bellerive.

La construction prévoit dix logements de type loyer libre et des commerces au rez-de-chaussée de l'immeuble. Un parking souterrain de dix-sept places ainsi que deux places extérieures seront également réalisés.

Cette requête s'inscrit dans le plan localisé de quartier adopté par le Conseil d'Etat le 22 août 2006 (voir [communiqué du 23 août 2006](#)).

*Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 14.*

---

## Les magistrats communaux pour la législature 2011-2015 prêteront serment le 31 mai 2011

Le Conseil d'Etat a fixé au mardi 31 mai 2011 à la cathédrale de Saint-Pierre la prestation de serment des conseillers administratifs, maires et adjoints pour la législature 2011-2015, dont l'élection aura lieu le dimanche 17 avril 2011 (voir [point de presse du 17 février 2010](#)). La prestation de serment sera suivie d'une réception populaire dans la cour de l'Hôtel-de-Ville.

Le gouvernement a également arrêté au lundi 6 juin 2011 la date de la séance d'installation des conseils municipaux des communes du canton de Genève pour la législature 2011-2015 (élus le dimanche 13 mars 2011), à l'exception des communes dont l'élection ne serait pas validée à cette date.

*Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.*

# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
28 septembre 18h30	Inauguration de la nouvelle salle de conférences de la Pastorale	Site de la Pastorale Club suisse de la presse 106, route de Ferney	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25
1 <sup>er</sup> octobre 11h00	Cérémonie d'inauguration du collège Sismondi	Collège Sismondi 30, avenue de France	DIP DCTI	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18
4 octobre 11h00	Evaluation de la promotion économique genevoise	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Marie de Coulon ☎ 022 546 88 14
5 octobre 10h00	Inauguration de l'Institut universitaire de formation des enseignants (IUFÉ)	IUFÉ (salle à confirmer) 40, bd du Pont-d'Arve	DIP	May Piaget ☎ 022 546 69 18